

lire avaient l'habitude de se grouper autour d'un lecteur pour écouter les nouvelles publiques. Ce régime a duré une quinzaine d'années et a produit d'excellents résultats. Il a eu d'abord l'effet d'attirer à l'Institut les Canadiens de toutes les parties de la ville et de forcer les autres nationalités à compter avec eux. Un esprit de corps se forma de cette façon et il a jeté des racines indestructibles dans la population française d'Ottawa. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les luttes d'un passé si récent, mais nous pouvons dire que les étrangers sont tous frappés du sentiment qui règne parmi les Canadiens-Français de cette place. Un homme d'état a dit que le patriotisme n'est jamais si vivace qu'aux frontières, et c'est bien la vérité ici. Séparés de la province de Québec, les neuf ou dix mille Canadiens de la ville d'Ottawa ont eu journellement à combattre quelque danger qui menaçait leur langue, leur religion, leurs coutumes. C'est une existence d'avant postes. A tout moment le clairon sonne et il faut se rallier en force pour repousser quelque assaut. Non pas que la lutte se fasse brutalement aujourd'hui comme cela avait lieu autrefois, mais la situation n'en est pas moins tendue et toujours délicate. Après avoir failli dans leurs entreprises à coup de poing, les races étrangères s'exercent à manier d'autres armes, plus policées, mais aussi plus terribles pour nous. Sans l'Institut qui a formé des défenseurs aux Canadiens, nous serions débordés, écrasés, anéantis depuis un certain temps. Mais il s'est passé des choses qui donnent à réfléchir aux opposants, et à l'heure qu'il est le calme qui règne à Ottawa entre les différentes nationalités, principalement en ce qui touche à l'élément français, est le fruit des travaux du passé. L'entente cordiale existe, sans ombrage, croyons-nous. C'est une des plus belles conquêtes dont nous puissions nous enorgueillir.

L'Institut a grandi non seulement comme foyer français, mais au point de vue littéraire et artistique, il a fait des progrès étonnants. Des conférences y ont été données depuis quinze ans, avec régularité surtout depuis cinq ou six ans. Il n'y a pas que nous sachions un cercle dans la province de Québec qui fasse autant sous ce rapport.

Un collège classique existe maintenant à Ottawa. Il en sort d'année en année des jeunes gens qui s'ajoutent aux anciens de l'Institut. Nous avons des nôtres dans les professions et dans les bureaux d'affaires. L'un des deux députés de la ville est Canadien-Français; il a été élu à ce titre regardé comme un droit. Le commerce est déjà presque à moitié canadien. Les écoles primaires sont très-flourées et contribuent puissamment à répandre avec l'instruction le goût de la lecture et du travail intellectuel. Plusieurs professeurs de musique reconnaissent pour leurs meilleurs élèves les Canadiens-Français des deux sexes. Des sociétés de tous genres sont organisées et fonctionnent soit pour l'agrément soit pour le soulagement d'un chacun. En un mot, il y a des portes ouvertes, un champ libre pour toutes les aptitudes et les bonnes volontés.

Il en résulte que les moyens de fortifier l'Institut ne manquent pas,—et en effet l'Institut avance rapidement. Outre qu'il a une bibliothèque qui renferme des œuvres remarquables, la salle des journaux est fréquentée avec assiduité. Mais ce qui fait le principal mérite de l'Institut, ce sont ses soirées littéraires et musicales qui se prolongent pendant six mois de l'année, de l'automne au printemps. Chaque mercredi sa salle reçoit un auditoire qui varie de trois à six cents personnes. Cela en dit plus que bien des commentaires. Ces soirées, appelées "cercle des familles," sont en effet le rendez-vous des familles. Hommes, femmes, jeunes filles, tout le monde s'y rend, et l'habitude en est tellement prise, en ville et dans les environs, que les Canadiens des paroisses voisines font ordinairement coïncider leurs voyages à la ville avec le "jour de l'Institut." On voit par là jusqu'à quel point ces conférences sont entrées dans les mœurs de nos compatriotes de cette partie du pays. Quelle est la ville de la province de Québec qui peut en dire autant d'elle-même?

Le sujet de ces conférences ou lectures, comme disent les anglais, est presque invariablement tiré d'un trait de l'histoire du Canada lorsqu'il ne roule pas sur quelques considérations propres à élever, d'une autre manière, le sens patriotique et à instruire ceux qui vont les entendre. A la vérité, on ne peut dire que les orateurs sortent du vaste cadre que leur trace l'inspiration nationale. De débat qui touche aux idées ou aux partis politiques il ne s'en est jamais fait dans l'enceinte de l'Institut; aussi avons-nous vu, depuis sept ans, la législature d'Ontario accorder annuellement trois cents piastres pour son soutien, comme elle le fait à l'égard de deux autres institutions d'Ottawa (langue anglaise) qui ne s'occupent que de science et de littérature, et qui, pour tout dire, sont loin de briller autant que l'Institut français.

L'étranger qui visite la capitale fédérale ne cesse de manifester la surprise que lui cause cette heureuse com-

binaison de ressources. Il semble que le cœur de toute la population française de la ville et des environs soit là. C'est dans la salle de l'Institut que se réunissent au besoin les chefs de dix ou douze sociétés organisées parmi nos compatriotes. Sitôt qu'il s'agit d'une affaire publique,—le sacre de Mgr. Duhamel, par exemple,—un mot adressé à qui de droit concentre dans ce lieu les forces dirigeantes de la population française. Les assemblées publiques y trouvent place également. Enfin, si l'Institut n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Tracer l'histoire de ses progrès serait entrer dans des détails que nos lecteurs ne tiennent peut-être pas à connaître. Il suffira de noter ici que ses finances sont dans un état prospère et que l'on parle sérieusement de bâtir un édifice qui rivalise en étendue et en élégance avec d'autres monuments d'Ottawa. Un terrain est acheté dans ce but, sur un site central et avantageux. Il est probable que de seize à dix-sept mille piastres y passeront. C'est la question majeure du moment, car l'entreprise est considérable, sans dépasser toutefois les moyens de l'Institut.

Placé à quarante lieues de Montréal, les trente mille Canadiens-Français qui sont établis aux portes mêmes de la ville d'Ottawa ont besoin de reconnaître un point de ralliement, un drapeau autour duquel ils peuvent se serer et retremper leur courage. Nous ne parlons pas de quarante autres mille âmes de notre origine dispersées par villages tout le long de la vallée d'Ottawa, les secours de l'instruction en général ne leur sont dispensés que dans une mesure restreinte. Le temps viendra pour eux. Songeons auparavant à ceux qui ont déjà travaillé aux commencements de l'œuvre et qui lui ont imprimé une impulsion si extraordinaire. Ce que nous venons de raconter ne confirme-t-il pas en partie la prédiction de M. Rameau qui disait, il y a quinze ans, qu'un jour viendrait où la vallée de l'Ottawa se peuplerait d'une population française assez nombreuse pour y tenir la balance des affaires, si elle voulait s'en donner la peine.

Il y a un an, M. Joseph Tassé, alors président de l'Institut d'Ottawa, constatait que la race française avait décidément pris pied dans cette région.

"L'Institut est comme le boulevard de la nationalité à Ottawa,—aussi devons-nous nous efforcer de lui donner de la force et de la grandeur. Nous avons cru qu'il était temps de lui élever un véritable monument national. . . . Nulle part plus que dans la province d'Ontario nous ne devons nous efforcer de fortifier l'élément national. . . . Pas une nationalité n'a grandi par elle-même aussi rapidement que la nôtre dans la province d'Ontario. Nous avons plus que doublé depuis dix ans. En 1861 nous étions environ trente-trois mille; nous sommes maintenant soixante-et-quinze mille. C'est-à-dire que les Canadiens d'Ontario sont plus nombreux que ne l'étaient nos pères à la cession du pays. . . . Il y a moins de Canadiens-Français dans Ontario que d'Acadiens dans le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse, mais il y a ici plus de nos gens qu'il n'y a d'Anglais dans la province de Québec. . . . Et cependant ces Anglais ont le privilège d'être plus de douze représentants.

"Comparons, dit-il encore, nos conférences avec les entretiens que les autres sociétés ou cercles littéraires d'Ottawa parlant la langue anglaise donnent à leurs auditoires. Nous avons imprimé à la partie littéraire de nos séances un cachet qu'elle n'a certainement pas dans ces associations. . . . Leurs entretiens sont de beaux discours, ou des récits, ou des scènes émouvantes empruntées à des écrivains célèbres. . . . Ils n'ajoutent aucune production nouvelle à la littérature canadienne. . . . Ils n'exigent pas non plus la somme d'étude, de réflexions et de recherches que requièrent nos conférences. . . . Aussi, que l'on réunisse et que l'on publie les cinquantes conférences lues durant trois années seulement devant cette institution, et l'on admettra sans peine que dans ce coin de la province d'Ontario les Canadiens-Français savent lutter avantageusement contre leurs concitoyens d'autres origines dans le noble domaine de l'intelligence.

"On ne saurait donner trop d'importance à ces conférences publiques, car assurer le succès de l'Institut, lui donner toute la vitalité possible, étendre ses moyens d'action et le cercle de son influence, c'est faire acte de patriotisme. L'Institut n'est-il pas le foyer où viennent converger toutes nos aspirations nationales,—le centre intellectuel où nous échangeons et développons les idées d'intérêt immédiat pour nous,—en un mot, le lieu de réunion où nous avons appris à nous connaître et à compter les forces vives de la nationalité?"

"L'Institut n'a jamais été plus prospère qu'il l'est maintenant. Le chiffre de ses membres est aujourd'hui de trois cent soixante-et-quinze. Or, c'est plus que ne compte aucune institution littéraire de la province de Québec et même d'Ottawa." "Et pourtant, ajoute-t-il, nous ne sommes que soixante-et-quinze mille Canadiens-français dans cette province pour tenir tête à un million et demi d'Anglais, d'Ecosseis et d'Irlandais!"

DEUX MILLE DEUX CENTS LIEUES EN CHEMIN DE FER

(Suite)

Deux minutes après, l'opérateur me remettait un télégramme ainsi conçu: "Demain, Bradlaugh, 28, rue Farnham, recevra instruction de vous donner cent dollars en or." Un prisonnier, au fond d'un noir cachot, que l'on rend subitement à la lumière et à la liberté, éprouverait le même éblouissement que moi à la vue de ce télégramme qui m'éclatait en pleine figure! "Demain, demain, je quitterai Omaha; demain je sortirai de ce tombeau brûlant; demain, je secourrai ce sable de feu; demain, je serai libre. O argent! se peut-il qu'on t'appelle vil métal, toi qui me rends une patrie, toi qui me donnes en une heure autant de joie que j'ai eu de chagrins en un mois!" . . . Et je m'élançai dans la rue comme un cerf dans les vallons, bondissant presque à chaque pas, soulevé par des flots élastiques.

J'avais encore quelque menue monnaie: "Nous allons arroser le télégramme," me dis-je, et je courus demander à tous les employés de télégraphe de me suivre à un *saloon* quelconque. Quelques-uns d'entre eux étaient sur le point de devenir idiots à force d'avoir été ahuris par moi, et je leur devais bien au moins un *cock-tail*. Ils me suivirent au nombre de trois ou quatre, et nous ébauchâmes une pochardise qui aurait pu devenir légendaire, si je n'avais songé aux graves événements du lendemain.

Ce lendemain était vendredi, 3 juillet, jour où j'allais me montrer pour la première fois dans toute ma gloire aux citoyens d'Omaha, mais pour leur dire un éternel adieu. À dix heures j'arrivais au bureau de M. Bradlaugh, rue Farnham, avec une magnifique assurance et un front superbe. Il me semblait que tout ce qu'il pouvait y avoir d'employés dans ce bureau se précipiteraient vers moi pour m'offrir cent dollars. Je tenais à la main ma dépêche et je la chiffonnais avec une nonchalance caressante. On me dit de revenir à onze heures; je revins à onze heures. On me dit de revenir à midi; je revins à midi. M. Bradlaugh n'y était pas encore; alors j'expliquai comme quoi je devais prendre le train sans faute à trois heures et que je n'avais pas de temps à perdre. "M. Bradlaugh sera certainement ici à 1½ heure," me dit-on. "Va pour 1½ heure," me dis-je. Ma malle était toute prête, je n'aurais eu qu'à toucher mon argent, payer mon hôtel et partir. A l'heure indiquée, je paraisais de nouveau rue Farnham, 28, et j'entraînai en pourparlers avec un homme qui était le chef du bureau. Je lui montrai ma dépêche et lui demandai s'il avait reçu instruction de me donner les cent dollars qui s'y trouvaient indiqués. —Non, me répondit-il; du reste, je n'ai pas d'instructions à recevoir de Montréal. Nous représentons ici un agent de la maison Bradlaugh dont le siège général est à New-York, et tous les ordres doivent nous venir directement de ce dernier endroit. Si l'on a fait un dépôt pour vous à Montréal, il faut que l'agence de Montréal en ait donné avis à New-York, d'où instruit on nous parviendra ensuite directement de vous payer; sinon, nous ne pouvons agir. —Mais comment se fait-il que vous n'avez pas encore vos instructions? m'écriai-je; le dépôt est fait depuis plus d'une journée; et il me semble que le télégraphe a eu le temps de fonctionner depuis lors. —Sans doute, mais je ne pense pas recevoir un télégramme de New-York; je recevrai plutôt une lettre de Montréal contenant la somme déposée sous forme de chèque sur une banque d'Omaha, vu que vous êtes absolument inconnu, que personne ne peut vous identifier, et que, même en recevant un télégramme de New-York, je serais encore assez embarrassé de savoir que faire. —Comment! monsieur, dès lors que vous recevez un ordre formel du siège général, où est donc votre responsabilité, et n'êtes-vous pas tenu de me faire justice? —Je ne vous connais pas, monsieur, me répliqua-t-il; je ne sais pas du tout qui vous êtes; il y a déjà plus d'un exemple de dépêche falsifiée; et quant à moi, je ne puis rien faire pour vous sans une dépêche que je reconnaitrais à certains signes de convention pour émaner directement du bureau général de New-York. Revenez ici à sept heures ce soir; j'aurai peut-être reçu l'instruction que vous espérez; sinon, il est probable qu'elle ne viendra que par la malle. Demain est le 4 juillet, grande fête nationale; je prends le train ce soir même et m'absente pour un mois, mais je vais laisser pleins pouvoirs à un jeune homme qui me représente ici en mon absence et qui vous paiera, s'il y a lieu.

Que pouvais-je répondre à cela? Rien. J'étais convaincu du reste qu'une instruction précise viendrait de New-York dans la journée, puisque ma dépêche le comportait expressément, et que je pourrais partir le lendemain. Je me retirai. D'heure en heure je revins, puis toutes les demi-heures, puis tous les quart-heures. A sept heures, il n'y avait pas encore de message envoyé de New-York. Jusqu'à minuit, j'allai d'un bureau de télégraphie à l'autre demander s'il n'y avait pas de dépêche pour l'agence Bradlaugh. Bien, rien, rien. Le lendemain, c'était le 4 juillet, et tous les bureaux seraient fermés; le surlendemain, c'était dimanche! Toutes les craintes et toutes les inquiétudes commencèrent à envahir mon cerveau. La dépêche que j'avais reçue était-elle apocryphe? Que signifièrent tant de retards? Pourquoi me donner une espérance qui, se changeant en déception dans l'état où je me trouvais, pouvait me faire perdre la raison? On ignorait sans doute que toutes mes nuits et mes jours se passaient dans une angoisse mortelle, que je ne vivais pas, que la fièvre seule me soutenait, que j'étais à bout de tous les moyens factices d'entretenir mon énergie. A deux heures du matin je me rendis à l'un des bureaux de nuit, et j'adressai une dépêche suppliante: "Au nom du ciel, disais-je, tirez-moi de cet enfer; dites-moi comment mon argent doit me parvenir, je ne puis plus vivre ainsi."

Toute la journée du 4 juillet se passa. Les gamins tirèrent un nombre infini de pétards dans les rues; les drapeaux s'élevèrent sur les édifices publics, les magasins furent fermés et tous les bureaux déserts. Le lendemain, dimanche, se passa encore et le télégraphe restait muet. Le lundi, j'étais devenu farouche, le désespoir grandissait en moi et je sentais les premières atteintes de cet état affreux qui conduit vite aux plus terribles résolutions. Je passai toute cette journée dans un énerverment indicible; un fauve pris subitement au piège et renfermé dans une cage devait avoir mon regard et la même haine contre tous les hommes. Enfin, vers six heures, comme je sortais encore une fois de mon hôtel, je vis venir à moi le jeune commis de l'agence Bradlaugh; il tenait à la main une dépêche lui enjoignant de payer cent dollars en or à la personne qui exhiberait un télégramme daté de Montréal, signé de tel nom et comportant la mention de pareille somme à lui être payée: "Enfin, m'écriai-je, me voilà sauvé!" Et je faillis prendre le jeune homme dans mes bras et le soulever à trois pieds de terre. Il était ahuri; les Yankees ne sont pas habitués à de pareils transports, et ils sont plutôt disposés à s'en